

### **Editorial**

Le dossier central de cette livraison – qui a un certain retard, pour lequel nous vous prions de nous excuser – est principalement consacré à la question de l'enclavement et à sa définition aux regards de la pluralité des situations en Asie centrale.

Gaël Raballand et Max-Jean Zins qui introduisent le dossier ci-après attirent d'emblée notre attention sur le contexte qu'est celui de l'ère post-Union soviétique, dont l'un des traits marquants est largement passé inaperçu : l'accroissement du nombre de pays enclavés dans le monde. En 1991, ce dernier comptait vingt-huit pays enclavés, dont cinq micro-Etats. On en dénombre aujourd'hui quarante-deux. Ce « boom » est surtout le résultat de la chute de l'URSS qui en a augmenté considérablement le nombre. La fin de l'Empire soviétique a en effet engendré l'indépendance de neuf nouveaux Etats enclavés ; deux naquirent dans la partie européenne (Moldavie et Biélorussie), deux autres dans le Caucase méridional (Azerbaïdjan et Arménie), cinq virent le jour en Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizie et Tadjikistan). C'est dire combien la question concerne de près l'aire que nous étudions dans notre revue.

Ici c'est bien de l'enclavement qu'il s'agit et non de l'enclave, et le dossier a pour objectif de répondre aux déclinaisons de l'enclavement, géographique, économique, juridique et politique. C'est l'absence d'accès à une mer ouverte qui est devenue le principal critère de définition de l'enclavement. Géographes et économistes parlent également d'enclavement pour désigner une autre situation, technique et non plus géopolitique : l'isolement dans lequel se trouve une aire plus ou moins étendue, souvent dans un milieu montagneux ou désertique, du fait de l'absence, ou de l'insuffisance, des moyens de communication. Raballand et Zins soulignent, que, analysé au travers de l'auto-perception des pays enclavés, l'enclavement apparaît beaucoup plus comme « une construction historique et politique que comme un phénomène objectif », même si cette construction s'appuie bien entendu sur une configuration géographique et économique précise. Ils sont appuyés en cela par Glassner, avançant que la question d'enclavement n'est jamais géographique mais politique, certains pays enclavés n'ayant parfois aucun problème de transit.

Tandis que Gaël Raballand s'attache au coût économique du phénomène, Pierre-Arnaud Chouvy traite du cas particulier de l'Afghanistan qui, à la différence des autres pays de l'Asie centrale, subit son enclavement depuis plusieurs siècles. Il semble confirmer la thèse de Martin Glassner, en écrivant que « l'enclavement et l'isolement de l'Afghanistan doivent beaucoup plus à l'histoire politique de la région, à la géopolitique, qu'à la géographie, à l'instar du développement de l'économie des drogues illicites dans ce pays ». Martin Glassner montre les difficultés concrètes que rencontre un Etat enclavé soucieux de bénéficier d'un régime de transit relativement favorable lorsqu'il s'engage dans un processus de négociation avec un Etat plus puissant pour briser son enclavement. Julien Thorez étudie l'impact de la présence de plusieurs petites enclaves territoriales au sein des trois Etats déjà enclavés de la vallée de Ferghana, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Catherine Poujol revient sur ce dernier doublement enclavé. Les deux derniers textes sont consacrés aux perceptions extérieures de l'Asie centrale enclavée : la différence des perceptions pakistanaise et indienne de l'Asie centrale par Max-Jean Zins, et enfin la vision iranienne de la région par Mohammad-Reza Djalili.

Avec un article très documenté, Jeremy Allouche enchaîne en quelque sorte avec le dossier central. Il étudie la géopolitique de l'eau en Asie centrale de la colonisation russe à la conférence internationale d'aide à l'Afghanistan. Il montre comment l'eau est devenue au fil du temps un enjeu majeur dans cette région et constitue une cause de conflit potentiel entre les différentes républiques d'Asie centrale. Il met l'accent sur la fragmentation de cet espace centrasiatique avant de se consacrer aux répercussions possibles de projets de développement en Afghanistan sur le problème de l'eau.

A l'aide des concepts d'« intimité culturelle » (Michael Herzfeld) et de « savoir social implicite » (M. Taussig), Galia Valchinova aborde la problématique du « conflit des civilisations » tel qu'il est ressenti par une société post-communiste, en l'espèce la Bulgarie, située dans une zone de fracture, les Balkans, à l'occasion de la crise de Kosovo de 1999 et les attentats du 11 septembre 2001 suivis de la guerre contre le régime appelé des Taleban(s). Elle met en relief les tensions internes existant entre ouverture démocratique et discours de tolérance se développant à l'époque post-communiste, ainsi qu'une meilleure compréhension des sources de décalage entre politique officielle et opinion publique. Elle avance que c'est la disponibilité de significations complémentaires

de l'événement, autres que celles définies par le pouvoir, qui sous tend les choix réels d'une large partie de la société bulgare.

Tassos Anastasiadis traite de la « crise des cartes d'identité » en Grèce en 1993. L'image du pays, écrit-il, contrastait sérieusement avec la bonne publicité dont il bénéficie aujourd'hui, après une présidence de l'Union européenne plutôt réussie. Cette crise était censée démontrer soit le caractère orthodoxe – « incompatible » avec l'Europe – de la Grèce, soit l'opposition persistante au sein du pays entre un parti occidentaliste, modernisateur, incarné par les intellectuels et un parti orientaliste orthodoxe, et « traditionaliste », dont le porte-parole était l'Eglise de Grèce. Pour échapper à ces oppositions transcendantes, il analyse plutôt la manière dont l'Etat grec a commencé à « catégoriser » ses citoyens, légitimant ainsi certains critères aux dépens d'autres?

Kemali Saybaşı nous propose une chronique des élections législatives turques de novembre 2002, en s'appuyant presque exclusivement mais abondamment sur la presse locale.

A.Çağlar Akgüngör et S.Ulaş Bayraktar rendent compte du colloque international sur « Sécularisation, démocratisation et monde musulman : Processus de changement » que l'AFEMOTI a organisé les 25-26 novembre 2002, en collaboration avec l'Institut norvégien des relations internationales (Oslo), et l'UNESCO – pour ce dernier dans le cadre de son programme sur "Gestion des transformations sociales" (MOST). Un point de vue assez largement répandu dans les opinions publiques et les médias occidentaux affirme l'incapacité des sociétés musulmanes d'entrer dans la modernité et, notamment, d'acclimater en leur sein la sécularité et la démocratie, qui en sont des caractéristiques majeures. Que ces sociétés soient parmi celles qui éprouvent le plus de difficultés à cet égard ne fait pas doute. La perpétuation de régimes autoritaires dans la quasi-totalité des pays musulmans, la répression systématique de la pensée critique et de l'opposition politique, de même que l'échec des efforts de développement socio-économique dans la plupart de ces pays, accompagnés de l'essor des mouvements islamistes radicaux, aux plans local et transnational, en sont des manifestations, encore que les liens de causalité soient difficiles à établir. Pourtant, des exceptions existent, comme la Turquie, la Malaisie, le Liban, le Sénégal et dans une certaine mesure le Maroc, où l'on observe, selon les cas, des résultats non négligeables en matière de démocratisation, de sécularisation et/ou de développement économique; ou bien l'Iran où le système autoritaire mis en place par l'ayatollah Khomeiny est contesté par un mouvement de démocratisation et un essor intellectuel et artistique. Les rapports difficiles de ces sociétés à la sécularité et à la démocratie ne sont donc pas de nature essentialiste. Elles sont à considérer cas par cas en fonction de trajectoires historiques et de combinatoires de dynamiques internes et externes.

Au cours des travaux du colloque, la notion de sécularité et les processus de sécularisation ont été privilégiés par rapport au concept de laïcité. Il s'agit moins de discuter des manières dont les institutions et les acteurs politiques et étatiques – partis, gouvernements, appareils d'Etat – fonctionnent dans ces pays, mais plutôt d'y identifier, dans l'espace public et l'espace privé et aux plans individuel et collectif, les discours, les idées et les comportements, qui peuvent être interprétés comme des signes, des indicateurs de processus de sécularisation et de démocratisation et leur impact sur les institutions politiques et étatiques. Les intervenants du colloque ont été choisis de manière à faire participer des politistes, sociologues, anthropologues et historiens venant de divers pays et travaillant sur les sociétés islamiques, à partir de perspectives théoriques et comparatistes, évitant ainsi de s'enfermer dans les trajectoires spécifiques de telle ou telle société musulmane et de se servir de l'alibi de l'intransitivité des concepts et l'impossibilité d'analyser ces formations historiques en dehors de la sainte trinité du Coran, de la Sharia et du despotisme oriental.

Dans Contrepoint Michel Gilquin appelle les collègues et lecteurs pour qu'ils « s'emparent » de cette rubrique. Dans « Islam, modernité et 'formatage' des comportements », il touche à des problèmes d'une brûlante actualité. « L'élaboration-érection de normes 'islamiques' se voulant témoignage d'une irréductible appartenance à l'Oumma constitue-t-elle alors un contre-feu défensif, d'autant plus véhément qu'il se situe dans le domaine de la visibilité et de la singularisation symboliques, face à cette globalisation, ou participe-t-elle, suivant des modalités spécifiques qu'il conviendrait de cerner finement, pays par pays, à l'insertion dans la globalisation, et, partant, révélant une sécularisation effective, même si elle est décriée ? »

Stéphane Lathion, notre correspondant scientifique à Genève, présente le Groupe de recherche sur l'Islam en Suisse (GRIS) qui regroupe des spécialistes en sociologie, anthropologie, histoire, théologie et droit.

Isabelle Rigoni rend compte d'un ouvrage collectif qui met en lumière la diversité des modèles d'organisation socio-politique et des processus nationaux et nationalistes en mutation dans les principaux pays de la Méditerranée orientale.

Le prochain numéro des CEMOTI, pratiquement achevé, traitera sous la direction de Stéphane Yerasimos, des rapports de l'Union européenne avec la Turquie, vus par cette dernière.